

Kosovo : la justice brouille les cartes

Actualité internationale:Vendredi (28 mai 1999)

L'inculpation du président yougoslave risque de le raidir. Mais elle l'isole davantage et réduit sa marge de manoeuvre. Et il le sait.

ANALYSE

La décision du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) d'inculper Slobodan Milosevic risque fort, de l'avis de nombreux observateurs et diplomates, de compliquer un processus diplomatique de solution de la crise déjà très complexe. Si l'on en croit Moscou, Belgrade et Athènes, elle devrait même s'avérer contre-productive.

Le dictateur serbe, voyant qu'il n'a plus grand-chose à perdre, pourrait en effet se raidir et engager son pays avec lui dans une fuite en avant suicidaire. Le rendant désormais infréquentable pour beaucoup de diplomates, de ministres et de chefs d'Etat, cette inculpation rend également la manoeuvre diplomatique plus délicate. Il n'est plus question d'envisager une grande cérémonie de signature de la paix, avec drapeaux et caméras, selon l'expression du Britannique Robin Cook.

Le champ des concessions que les Occidentaux pouvaient faire à Belgrade s'est lui-même rétréci. En décidant d'inculper maintenant le dictateur serbe, au moment peut-être le plus délicat du processus de paix, le TPI donne à cet égard un signal aux dirigeants occidentaux auxquels il reproche de laisser courir d'autres inculpés notoires. Le procureur du tribunal indique clairement qu'il n'est plus question d'épargner les plus hauts responsables en raison d'opportunités politiques.

L'ISOLEMENT TOTAL

Cette décision pourrait cependant aussi bien favoriser la paix. Elle contribue en effet à isoler M. Milosevic et à saper les bases de son pouvoir. Dans un scénario où il s'agit non de rechercher un compromis, mais de faire céder Belgrade, l'inculpation pourrait conduire l'intéressé à refaire ses calculs.

L'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité légitimise indirectement la campagne de bombardements de l'Otan. Les présidents américain Clinton et français Chirac n'ont pas manqué de souligner ensemble, hier, que cette inculpation marque bien que la morale et le droit sont du côté de l'action des alliés. C'est un apport à la cohésion de l'Otan.

En Yougoslavie, l'opprobre ainsi jeté sur le président pourrait à l'inverse contribuer à délégitimer son action et son pouvoir. Elle offre en tout cas des arguments à cet embryon d'alternative politique que représentent quelques opposants au régime de plus en plus loquaces et les dirigeants du Monténégro qui ont gardé leurs distances par rapport à Belgrade.

La décision de La Haye accroît également l'isolement politique et économique du régime yougoslave. Belgrade a perdu l'appui de tous les pays voisins, rangés derrière l'Otan. Tous se joignent à l'embargo pétrolier décrété par l'Union

européenne et l'Otan. La décision du TPI comporte elle-même une ordonnance demandant à tous les Etats membres de l'ONU de rechercher et geler tous les avoirs des accusés. Cette semaine, le ministre yougoslave des privatisations, Bogoljub Karic, banquier personnel et ami de M. Milosevic, s'est vu refuser l'entrée à Chypre, qui a décidé d'appliquer les sanctions européennes. Il deviendra de plus en plus malaisé pour M. Milosevic d'opérer des transactions financières internationales.

Sur le plan militaire enfin, le beau temps s'est installé sur la région et permet à l'Otan d'intensifier chaque jour ses frappes aériennes. Selon le "Times" de Londres, le président Clinton serait en outre désormais prêt à envisager une attaque terrestre contre les forces serbes au Kosovo, avec l'envoi de 90.000 soldats, si aucun accord de paix n'intervient dans les trois semaines à venir. Véridique ou non, cette information ressemble fort à un ultimatum.

M. Milosevic, que les capitales occidentales ont décidé de considérer encore comme un interlocuteur valable en dépit de son inculpation, garde donc une étroite marge de manoeuvre qui lui permet de sauver la face et éventuellement l'assise de son pouvoir. L'inculpation n'interrompt pas les efforts diplomatiques, ont souligné plusieurs dirigeants occidentaux. Selon le président finlandais, les positions russes et occidentales se sont rapprochées hier au cours des dernières négociations marathons entre émissaires russes Tchernomyrdine, américain Talbott et finlandais Ahtisaari. Les faits incontournables ont été reconnus, a affirmé M. Ahtisaari.

A Belgrade, M. Milosevic a indiqué hier qu'il souhaitait un règlement sans délai du conflit. M. Tchernomyrdine pourra juger ce vendredi dans la capitale yougoslave si le président serbe a décidé de poursuivre dans la surenchère ou bien d'emprunter une des dernières portes de sortie qui lui sont offertes.

PIERRE LEFÈVRE

MODE D'EMPLOI

Le Tribunal pénal international (TPI) a été créé en 1993 par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour traduire devant la justice internationale les responsables de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans les guerres ayant suivi l'éclatement de la Yougoslavie. Composé de 14 juges, installé à La Haye, il est présidé par l'Américaine Gabrielle Kirk McDonald. La Canadienne Louise Arbour en est le procureur depuis 1996. Quatre-vingt quatre personnes sont actuellement inculpées par le TPI, dont 25 emprisonnées à La Haye. Depuis sa création, sept suspects ont été jugés et condamnés, un autre acquitté. Les poursuites ont été abandonnées contre 18 suspects, six sont morts avant d'être jugés. Les principaux inculpés toujours en liberté sont Ratko Mladic et Radovan Karadzic, respectivement chef militaire et politique des Serbes de Bosnie, ainsi que Zeljo Raznatovic, alias "Arkan", chef de la milice paramilitaire des "Tigres", qui s'est tristement illustrée en Bosnie et a repris du service au Kosovo.

Les crimes contre l'humanité ont été reconnus pour la première fois dans le statut et le jugement du tribunal international de Nuremberg en 1945. Ils sont constitués par les faits suivants: l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation ou tout autre acte inhumain commis contre les populations civiles, avant ou pendant la guerre; ou bien les persécutions pour les motifs politiques,

raciaux ou religieux, lorsque ces actes (...) ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal (...).

Les crimes de guerre , définis par Nuremberg, concernent la violation des lois et coutumes de guerre et comprennent: l'emploi d'armes toxiques ou d'autres armes conçues pour causer des souffrances inutiles; la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires; l'attaque ou le bombardement de villes, villages, habitations ou bâtiment non défendus; la saisie, la destruction ou l'endommagement délibéré d'édifices consacrés à la religion, à la bienfaisance et à l'enseignement, aux arts et sciences, à des monuments historiques, oeuvres d'art et oeuvres de caractère scientifique; le pillage de biens publics ou privés. Le 11 novembre 1970, l'ONU déclare les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre imprescriptibles. (AP, AFP.)

Les pour

Les Etats-Unis. Bill Clinton se félicite de la décision qui rassurera les victimes des atrocités de Belgrade au Kosovo , préviendra d'autres crimes de guerre, en montrant que ceux qui donnent des ordres auront des comptes à rendre , et dit clairement au peuple serbe qui est responsable de ce conflit et qui le prolonge.

L'Otan. Elle soutient totalement le TPI. Les responsables serbes présumés criminels de guerre ou inculpés pour crimes contre l'humanité doivent être jugés pour une paix durable dans la région .

La France. L'inculpation souligne et reprend ce que Jacques Chirac a toujours dit, dans des termes nets et forts, sur Milosevic et sur sa politique. Mais l'important, c'est de discuter avec les autorités à Belgrade, M. Milosevic inclus tant qu'il est pouvoir.

L'Allemagne. Elle salue cette démarche exclusivement juridique. Ce n'est qu'en offrant une perspective au peuple serbe que l'Europe peut le persuader qu'il ne doit pas lier son avenir à celui de Milosevic.

La Commission européenne. Pour Emma Bonino (Aide humanitaire), c'est un progrès important sur la voie de la paix.

Human Rights Watch. Pour l'organisation de défense des droits de l'homme, l'inculpation montre qu'aucun dirigeant politique - même s'il est toujours en fonctions - n'est à l'abri de poursuites pour atrocités.

Amnesty international. Une règle du droit international est réaffirmée: personne, du chef d'Etat au simple soldat, ne bénéficie d'une immunité pour ses responsabilités dans des crimes de guerre ou contre l'humanité.

Les contre

La Yougoslavie. Pour le représentant à l'ONU, cette inculpation politique fait du TPI un complice de l'agression de l'Otan. Selon le parti de M. Milosevic, c'est de la poudre aux yeux destinée à cacher les crimes commis contre notre pays. Le procureur du TPI doit être rajouté à la liste des criminels de guerre. Pour le

gouvernement, ce spectacle insensé ne peut amoindrir l'importance ni les perspectives de l'initiative politique et diplomatique du président.

La Russie. Moscou estime tout à fait évident, étant donné les circonstances, que cette décision a été prise pour des raisons politiques et torpille sérieusement l'autorité de cet organe (le TPI) de sécurité de l'ONU.

Pale. Des habitants du fief des radicaux serbes de Bosnie dénoncent ce non-sens de voir que celui qui a défendu son pays et son peuple soit accusé d'une telle chose. L'inculpation va renforcer M. Milosevic et faire s'envoler les chances de paix, selon un avocat qui défend au TPI un autre inculpé.

La Grèce. Athènes parle d'un mouvement erroné: il ne contribue pas (à promouvoir) les initiatives de paix au Kosovo. D'une part, Milosevic est invité à jouer un rôle constructif comme partie impliquée; de l'autre, un mandat d'arrêt est lancé à son encontre.

Jean-Pierre Chevènement. Le ministre français (Intérieur) n'approuve pas l'initiative qui ne sert pas la paix. Si on veut faire de la politique, on évite de criminaliser l'adversaire ou il n'y a plus de discussion possible.

Jean-Marie Le Pen. Pour le président du Front national, l'inculpation de Slobodan Milosevic ne va que compliquer les choses.

Les mitigés

La Belgique. Pour les Affaires étrangères, il est clair que nous respectons l'indépendance du TPI mais l'inculpation de Milosevic pourrait rendre plus difficile les initiatives de paix au Kosovo.

La Grande-Bretagne. Londres applaudit l'inculpation: Il ne sera jamais question d'un accord qui épargnerait à Milosevic la comparution en justice; il n'y aura jamais d'amnistie pour les crimes de guerre. Mais tant que Milosevic restera au pouvoir, il serait irresponsable de ne pas parler avec lui. L'Otan accepterait la signature de Milosevic si elle devait ramener les réfugiés au Kosovo.

La Chine. Pékin exprime sa préoccupation face aux implications possibles que ceci risque d'avoir sur les chances d'un règlement politique du problème du Kosovo .

Les Nations unies. Pour Edouard Kukan, l'un des émissaires de l'ONU dans les Balkans, l'inculpation va indubitablement compliquer les efforts de paix et devrait inciter le président yougoslave à durcir les éventuelles négociations à venir.

Le Conseil de l'Europe. La communauté internationale ne peut plus continuer à considérer M. Milosevic comme un interlocuteur. Pour le président de l'Assemblée parlementaire, l'inculpation pourrait compliquer davantage la recherche d'une solution pacifique mais un tribunal ne peut se laisser guider par des considérations politiques.

L'Autriche. Pour Vienne, ce serait une erreur si, à travers une poursuite judiciaire contre le président yougoslave, le fil des négociations était rompu.